

du navire de la marine, *Haida*, à un groupe de Toronto, je crois, pour la somme de \$20,000. Voilà, à mon avis, une initiative dont tout le monde se réjouira, mais je voudrais demander au ministre qui a autorisé la remise en état et les réparations que ce navire subit dans les chantiers de construction navale d'Halifax?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Je vais tenir cette question comme un préavis. Je la communiquerai au ministre de la Défense nationale car c'est lui qui a droit de regard sur les chantiers de construction navale.

LES CÉRÉALES

OPPOSITION À LA MAJORATION DES FRAIS DE MANUTENTION ET D'ENTREPOSAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture de qui relève la Commission des grains, mais comme le ministre n'est pas ici, je la poserai à son secrétaire parlementaire. Peut-il dire à la Chambre si la Commission des grains a pris une décision au sujet de la majoration des frais relatifs à la manipulation et à l'entreposage des grains, comme l'ont demandé les entreprises intéressées? Les organismes agricoles s'y opposent fortement et le ministre étudiera-t-il la question lorsqu'il s'entretenra avec les membres de la Commission?

M. B. S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et du ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député d'avoir posé cette question et de m'avoir signifié son intention de la poser. Je crois savoir que la Commission des grains a tenu des séances publiques, mais n'a pas encore pris de décision.

L'AGRICULTURE

LE BLÉ—MODIFICATION DE LA TENEUR EN HUMIDITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. B. S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et du ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, pendant que j'ai la parole, j'aimerais me reporter à la question posée hier par le député d'Humboldt-Melfort-Tisdale au ministre du Commerce, au sujet des associations agricoles qui ont demandé un entretien au ministre de l'Agriculture concernant la teneur en humidité du blé de printemps et du blé dur. Je dois dire à l'honorable député que le ministre et la

[M. Fisher.]

Commission des grains ont conféré à ce sujet lundi dernier avec les représentants des associations agricoles.

ÉTUDE DU RAPPORT SUR L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre, car elle met peut-être en cause plus d'un ministère. Étant donné la nuée de commentaires défavorables, d'un bout à l'autre du pays, à l'égard de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies depuis la parution du rapport de la Commission Pope, le gouvernement a-t-il envisagé de déférer ce rapport au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation ou au comité permanent des privilèges et élections, pour que l'on dispose de renseignements supplémentaires et qu'une discussion puisse avoir lieu?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'envisagerai volontiers cette question, monsieur l'Orateur.

(Texte)

LES SUBVENTIONS AU TRANSPORT DES GRAINS ET LE CULTIVATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre des Forêts?

L'honorable ministre voudrait-il dire si les subventions au transport des grains sont payées uniquement aux compagnies faisant le transport ou si un cultivateur s'occupant de son propre transport peut se réclamer de cette mesure?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, en cela, la politique n'a pas changé.

(Traduction)

LA FONCTION PUBLIQUE

RAJUSTEMENT DES TRAITEMENTS DE LA CATÉGORIE B

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances pourrait-il nous dire quand on va annoncer le rajustement des traitements des fonctionnaires de la catégorie B?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je vais consulter le président du Conseil privé et donner une réponse demain.